



Avec IndustriAll, la CFE Énergies défend pour l'Europe une stratégie climat 2050 ambitieuse mais réaliste, conjuguant politique industrielle, service public et ambition sociale

À l'heure de l'urgence climatique que déclarent de plus en plus de pays, la CFE Énergies a défendu lors du dernier comité exécutif d'IndustriAll Europe que l'heure n'est plus aux discours mais à l'action pour éviter l'aggravation du dérèglement climatique et adapter nos sociétés au réchauffement qui vient. Et face à ce défi, qui est aussi industriel et social, les industries électriques et gazières sont plus que jamais la clef de cette indispensable transition bas carbone !



Forte de son engagement dans le combat pour marier défi climatique, politique industrielle et ambition sociale, et ce depuis des mois au sein d'IndustriAll Europe, la fédération syndicale européenne de l'industrie, à laquelle elle est affiliée, **la CFE Énergies se félicite de la position ambitieuse et réaliste qu'IndustriAll Europe vient d'afficher sur la stratégie climat de l'Union Européenne...** à quelques jours du Green Deal de la Commission européenne.

Lors de son comité exécutif qui s'est déroulé fin 2019 à Helsinki, IndustriAll Europe a en effet adopté un document de 10 pages faisant état de sa position sur le plan climat de l'Union Européenne à horizon 2050 qui avait été présenté fin 2018 par la Commission européenne.

Pour une fédération syndicale européenne du secteur de l'industrie comme IndustriAll Europe,

plan climat et politique énergétique de l'Europe sont des sujets très sensibles en interne parce qu'ils se confrontent à des visions très différentes de ses membres en fonction de leurs situations nationales, des risques de perte de compétitivité économique de leurs secteurs industriels, des fuites de carbone (importation de produits venus de pays ne respectant pas les mêmes contraintes) ou de perte massive d'emplois dans certaines régions.

Il était donc difficile d'obtenir un consensus parmi les différents syndicats européens pour qu'ils s'inscrivent dans une démarche climatique résolument dynamique sans assurance que la transition énergétique soit d'abord juste pour tous les travailleurs qu'ils représentent.

Pour la CFE Énergies également, seules les conditions d'une transition juste et équilibrée permettront de répondre au défi du réchauffement climatique.

Mais dans ce contexte et **face à l'urgence climatique, conscients que les travailleurs européens doivent anticiper la transition énergétique pour ne pas avoir à la subir, nous nous efforçons également de promouvoir depuis longtemps une position volontariste en matière climatique.**

Nous nous félicitons donc pleinement qu'IndustriAll Europe s'inscrive aujourd'hui dans l'ambition d'une neutralité carbone à horizon 2050 que porte la Commission



européenne, exprimée dans sa nouvelle stratégie à long terme pour le climat et confirmée dans le Green Deal rendu public le 11 décembre 2019.

Viser un mix énergétique équilibré

La CFE Énergies est plus que jamais convaincue que l'électricité est la clef de la neutralité carbone et que le gaz est l'énergie de la transition permettant de se libérer des énergies très carbonées.

Dans ses nombreuses interventions au sein d'IndustriAll Europe, la CFE Énergies a donc promu une vision pragmatique et résolument industrielle des solutions pour atteindre l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050.

Concernant la place du nucléaire, ce sujet suscitait des débats vifs et des positions contrastées voire opposées entre représentants des différents pays européens qui empêchaient jusqu'ici de construire une vision commune. Mais désormais, IndustriAll Europe n'hésite plus à faire sienne l'idée que cette source d'énergie bas carbone ne peut pas être écartée de la stratégie climat de l'Europe et donc que l'Union européenne doit proposer une stratégie en matière de politique d'énergie nucléaire.

Il s'agit là, sous l'impulsion de la CFE Énergies, d'une réelle avancée avec la prise de conscience que la politique énergétique européenne, pour être compatible avec une ambition climatique forte, se doit d'être réaliste, pragmatique et sans parti pris idéologique sur les différentes solutions bas carbone.

Défendre service public et intérêt général

Les dimensions de service public et d'intérêt général sont par nature consubstantielles aux activités de production et de distribution d'énergie. L'énergie est un bien commun qui exige vision long terme et planification. Il faut donc sortir de la logique de libéralisation et de dérégulation des marchés de l'énergie dont les résultats ont été jusqu'ici catastrophiques.

La CFE Énergies se bat ainsi et depuis longtemps pour un service public de l'énergie mieux coordonné et mieux régulé qui mette l'intérêt général au cœur des objectifs de l'Union de l'énergie.

Pourtant cette vision n'est pas toujours comprise par certains collègues européens qui considèrent que dans tous les secteurs, y compris celui de l'énergie, l'ouverture des marchés va de pair avec investissements, croissance, emplois...

C'est pourquoi nous saluons la reconnaissance par IndustriAll Europe que le défi climatique ne sera relevé que si nous privilégions une logique de service public et d'intérêt général, ce qui va dans le sens de nos préconisations. C'est une position forte !

Bâtir une politique industrielle forte

La transition énergétique va s'accompagner d'une transformation des métiers dans toutes les filières industrielles. Ce phénomène va encore être amplifié par la transformation digitale. Pour que l'Union européenne comme elle l'affiche soit réellement leader dans la transition énergétique, il faut investir maintenant et massivement.

La CFE Énergies se bat donc pour une ambitieuse politique de soutien financier au développement des technologies bas carbone, des infrastructures qui les portent et de nouvelles technologies de la transition énergétique.

À ce propos aussi la position adoptée par IndustriAll Europe comporte de réelles avancées. À titre d'exemples, il retient pour éviter les fuites de carbone la mise en place d'un mécanisme d'ajustement aux frontières de l'UE, il préconise des mesures de protection des actifs stratégiques européens et demande un programme phare européen « Mission pour des technologies bas carbone » dans le cadre du programme Horizon Europe...

Assurer une transition juste

Pour la CFE Énergies, la transition juste ne doit pas être un concept mais une réalité, et nous devons veiller à ce que les engagements d'une transition juste vis-à-vis des salariés du secteur de l'énergie soient concrets et respectés.

Avec IndustriALL Europe, **la CFE Énergies s'engage au niveau européen pour que les emplois verts de demain qui nous sont souvent promis par les politiques ne soient pas seulement verts mais qu'ils soient localisés en Europe, et des emplois de qualité.**

Là encore avec la position d'IndustriAll Europe nous bénéficions aujourd'hui d'une base commune solide pour défendre les intérêts des filières industrielles européennes et de leur(e)s salarié(e)s.

